



Afrique de l'Ouest et du Centre

Deux femmes, membres de la famille Silué, pilent du riz dans leur village en Côte d'Ivoire. Grâce à l'Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire, tous les membres de la famille Silué, auparavant sans papiers, ont entamé le processus d'obtention de papiers d'identité.

© HCR/Mark Henley

« La région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre fait face à de multiples défis humanitaires et de développement. Mais cela n'a pas empêché ses gouvernements et sa population de faire preuve de solidarité envers les plus de 5 millions de réfugiés et de personnes déplacées dans la région. Pour être durable, cette solidarité doit être soutenue par un financement adéquat. »

Millicent Mutuli

Directrice du Bureau régional du HCR pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

OBJECTIFS STRATÉGIQUES CLÉS

Fournir protection, assistance et des solutions aux personnes déplacées internes

Avec les crises en cours en République centrafricaine (RCA), au Mali et au Nigeria, ainsi que l'insécurité croissante au Burkina Faso, plus de 3,7 millions de personnes sont déplacées dans la région. Dans ce contexte difficile, le HCR assumera son rôle de chef de file de trois groupes sectoriels, fournira une assistance directe aux personnes déplacées, veillera à ce que la protection soit placée au centre de l'intervention humanitaire multipartite et que les solutions soient recherchées en coordination avec tous les partenaires, notamment avec les principaux acteurs du développement.

Conformément à sa nouvelle politique relative aux déplacements internes, le HCR s'efforcera d'appliquer de manière plus cohérente les approches régionales et les programmes intégrés afin d'optimiser les possibilités et les ressources disponibles pour aider les populations déplacées ainsi que leurs communautés d'accueil.

Les déplacements ont été si terribles au Burkina Faso, qu'en octobre 2019, on

comptait près de 600 000 déplacés internes, soit deux fois plus que les estimations initialement prévues pour 2020.

Face à cette crise croissante, et pour démontrer le fonctionnement de la nouvelle politique du HCR sur les situations de déplacement interne, le Burkina Faso est l'un des huit pays sélectionnés pour une initiative spéciale impliquant un engagement opérationnel renforcé et soutenu. L'objectif est d'appuyer, de surveiller et, en fin de compte, de soutenir l'engagement du HCR pour assurer le leadership solide de la protection, de mener ses responsabilités de coordination, et ses activités de protection et de recherche de solutions en faveur des déplacés internes.

Mener la mise en œuvre opérationnelle du Pacte mondial sur les réfugiés

Le HCR fournira au personnel qui travaille dans les opérations-pays, le soutien dont ils ont besoin pour aider les gouvernements à mettre en œuvre le Pacte mondial. Au Tchad, le HCR encouragera une appropriation générale nationale du

Politique sur l'engagement du HCR dans les situations de déplacement interne (en anglais)



processus du Cadre d'action global pour les réfugiés (CRRF) lancé en 2018, en renforçant les politiques et systèmes nationaux pour coordonner l'intervention auprès des réfugiés ainsi que le plaidoyer commun avec les autorités.

Dans l'ensemble de la région, les approches fondées sur l'engagement de l'ensemble de la société et des gouvernements seront encouragées, conformément aux objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés, afin de favoriser l'autonomie des réfugiés et leur insertion dans les plans nationaux de développement, en s'appuyant sur le soutien d'un ensemble de partenaires variés, allant des acteurs humanitaires et des organisations humanitaires et du développement aux organisations de la société civile et au secteur privé. Pour que cette vision devienne réalité, les plans de 2020 pour les opérations au Burkina Faso, au Cameroun, au Ghana, au Libéria, au Niger, au Nigéria, au Sénégal et au Tchad sont ancrés dans des stratégies pluriannuelles claires et multipartenaires, axées sur la protection, les solutions, l'intégration dans les systèmes nationaux de santé et d'éducation, ainsi que sur les partenariats stratégiques avec les acteurs du développement, la société civile et les milieux universitaires.

Faciliter le rapatriement volontaire, dans la sécurité et la dignité

La signature récente d'un accord de paix avec 14 groupes en RCA pourrait conduire à des retours spontanés et facilités dans certaines parties du pays en 2020. Si la situation politique et sécuritaire ne permet pas de promouvoir et d'organiser le rapatriement vers le reste de la région, certains retours spontanés peuvent avoir lieu dans des zones relativement stables, en particulier dans le nord-est du Nigeria et certaines parties du Mali.

Lorsqu'il est possible de le faire dans la sécurité et la dignité, le HCR facilitera le retour volontaire des réfugiés qui le souhaitent. En 2020, le HCR prévoit de soutenir le retour de 68 500 réfugiés en RCA, 60 000 au Nigéria et 44 000 au Mali. En outre, le HCR prévoit d'organiser et d'aider au rapatriement de 3 000 réfugiés ivoiriens.



Repenser les aides en espèces en Côte d'Ivoire

Les aides offertes aux personnes qui cherchent du soutien pour leur rapatriement volontaire en Côte d'Ivoire sont généralement fournies en espèces. Pour améliorer l'efficacité et la sécurité du paiement de ces aides, l'équipe de terrain à Guiglo teste les paiements par transfert d'argent. Cette expérience qui requiert une collaboration étroite entre le HCR et le secteur privé, permet les transferts d'argent grâce aux téléphones portables dont l'usage est répandu parmi les personnes relevant de la compétence du HCR. Au-delà des avantages liés à l'apprentissage des solutions de transfert via portable, ce projet a également pour objectif d'améliorer la culture et l'inclusion numériques et économiques des groupes les plus vulnérables de la communauté.



Aider les pays à fournir des options pour l'intégration locale

Le HCR coopérera avec des partenaires tels que les gouvernements, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les acteurs du développement et les communautés locales pour soutenir l'inclusion socioéconomique des réfugiés et, si possible, leur intégration locale. En 2020, le HCR prévoit d'assurer l'intégration locale de plus de 23 000 réfugiés, dont des Ivoiriens au Libéria et des Sénégalais vivant actuellement en Gambie et en Guinée-Bissau, par la naturalisation ou un autre statut juridique. Le HCR aidera également les réfugiés à obtenir des permis de résidence sur la base des dispositions de la CEDEAO, en priorité pour les 3 000 réfugiés togolais au Ghana et les réfugiés ivoiriens et libériens en Sierra Leone.

Un appui technique à la mise en œuvre de stratégies de solutions globales durables sera fourni aux principales opérations du HCR dans la région, en particulier au Cameroun, au Niger et au Tchad, afin que les réfugiés bénéficient du plus large éventail possible de droits dans les pays d'asile. Il s'agit notamment de l'obtention de permis de séjour, ainsi que de l'accès à la naturalisation et à la propriété foncière.

Améliorer l'accès à une éducation de qualité dans les systèmes éducatifs nationaux

L'éducation est essentielle à l'autonomie des réfugiés et à la recherche de solutions, tant dans les situations d'urgence que dans les situations prolongées. En 2020-2021, le HCR s'efforcera de répondre aux besoins en éducation de 3 millions d'enfants relevant de sa compétence dans les zones d'accueil de réfugiés et de déplacés de longue date, ainsi que dans les pays touchés par des conflits dans le bassin du lac Tchad et au Sahel. L'accès durable aux systèmes éducatifs nationaux sera une priorité pour élargir l'accès à des possibilités d'apprentissage de qualité pour tous les enfants et les jeunes réfugiés ainsi que pour les communautés qui les accueillent, de l'enseignement préscolaire au supérieur.

Le HCR collaborera avec ses partenaires pour intégrer les enfants déplacés dans les systèmes éducatifs nationaux et espère accorder des bourses pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur à 190 815 élèves réfugiés en 2020, en particulier au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, au Ghana, au Niger et au Nigeria.

© HCR/Amara Thury

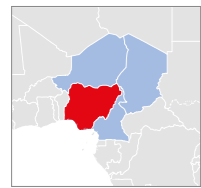


Pratiques prometteuses: Les diplômés bénéficiaires de bourses DAFI s'engagent dans du volontariat pour l'aide humanitaire et le développement

En Afrique de l'Ouest, le HCR et le programme DAFI collaborent avec le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) pour offrir des postes contractuels d'un an à des diplômés talentueux du programme DAFI intéressés par l'aide humanitaire et le développement. Le programme des VNU offre des solutions innovantes en matière de volontariat et de ressources humaines à

toutes les agences des Nations Unies, dans le but de contribuer à la réalisation des objectifs du développement durable. Les volontaires des Nations Unies perçoivent des indemnités pour couvrir le coût de la vie pendant leur mandat. Pour les diplômés du système DAFI, devenir VNU est l'occasion de s'investir dans des activités de volontariat intéressantes et d'acquérir une expérience professionnelle enrichissante. Jusqu'à présent, 20 diplômés du DAFI ont été employés comme volontaires des Nations Unies en Afrique de l'Ouest et du Centre, et le HCR poursuivra ses efforts afin d'offrir plus d'opportunités aux réfugiés talentueux dans l'ensemble de la région.

PRINCIPALES SITUATIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE EN 2020



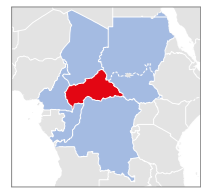
NIGÉRIA

La situation sécuritaire dans l'ensemble du bassin du Lac Tchad restera fragile et imprévisible. Les conflits, principalement dans les zones frontalières du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad continueront d'avoir un impact négatif sur l'environnement de protection et de compromettre le caractère civil et humanitaire de l'asile.

Au Nigéria, le HCR concentrera son action sur les principales zones de retour des réfugiés et des déplacés internes. Au Niger, le HCR poursuivra la mise en œuvre de sa politique hors camp par le biais du programme d'urbanisation. Il continuera de plaider en faveur de l'accès à l'asile au Cameroun et au Tchad, tout en assurant la protection et en apportant une assistance aux réfugiés, aux déplacés internes et aux communautés hôtes vulnérables et en visant l'intégration progressive des réfugiés dans les systèmes nationaux.

* Ce chiffre inclut les personnes déplacées au Nigeria (1,6 million), au Cameroun (219 000), au Tchad (75 000) et au Niger (100 000) du fait de la situation au Nigeria.

263 000
RÉFUGIÉS
2 millions*
DE DÉPLACÉS INTERNES
À TRAVERS LE BASSIN
DU LAC TCHAD
210 000
RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS
INTERNES RAPATRIÉS

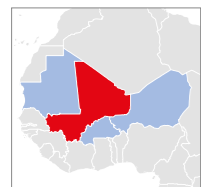


RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

La signature d'un accord de paix entre les 14 groupes armés de la RCA devrait progressivement apporter la paix et la stabilité, même si des incidents de sécurité intermittents et des conflits sporadiques entre groupes armés sont à prévoir. La majorité des réfugiés de RCA sont des enfants (56%) et des femmes (25%).

La réponse du HCR à la situation en RCA comprend la création d'une plateforme d'appui pour mobiliser l'engagement politique et le plaider pour la prévention, la protection, l'intervention, l'inclusion et les solutions au niveau sous-régional. Les retours volontaires du Cameroun, de la RDC et du Congo continueront à être facilités vers les zones sécurisées de la RCA sur la base des accords tripartites signés en 2019. En RCA, des partenariats seront noués pour créer des conditions minimales dans les zones clés de retour des réfugiés et des déplacés internes. Dans les pays d'asile, le HCR continuera de travailler dans le cadre du CRRF et cherchera à collaborer activement avec les partenaires du développement dans les zones d'accueil des réfugiés.

522 000
RÉFUGIÉS
381 000
DÉPLACÉS INTERNES
977 000
RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS
INTERNES RAPATRIÉS



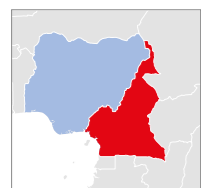
MALI

L'instabilité devrait persister au Burkina Faso, au Mali et au Niger, où les incidents de sécurité ont provoqué de nouveaux déplacements et rendu l'accès humanitaire difficile et dangereux, dans un contexte où les interventions insurrectionnelles et contre-insurrectionnelles mettent les civils en danger. Le HCR soutiendra le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad pour l'application des Conclusions du Dialogue régional sur la protection et les solutions aux déplacements forcés au Sahel, organisé par le Gouvernement du Mali en septembre 2019 avec l'appui technique du HCR.

Etant donné la dynamique de la situation, les acteurs travaillant au rapprochement des domaines de la paix, du développement et de l'humanitaire auront un rôle essentiel à jouer pour prévenir de nouveaux déplacements, assurer la protection et proposer des solutions pour les populations déplacées de la sous-région. Au Niger, le HCR continuera à mettre en œuvre sa politique hors des camps à travers son programme d'urbanisation. Au Burkina Faso et au Mali, le HCR continuera à délivrer protection et assistance aux personnes relevant de sa compétence et à plaider en faveur d'une réponse humanitaire étroitement coordonnée et comprenant des interventions de développement à plus long terme.

* Ce chiffre inclut les personnes déplacées au Mali (187 000), au Burkina Faso (600 000) et dans l'ouest du Niger (151 000) du fait de la situation au Mali.

147 000
RÉFUGIÉS
938 000*
DÉPLACÉS INTERNES
61 500
RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS
INTERNES RAPATRIÉS

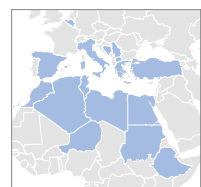


CAMEROUN

Des violences dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest ont poussé des milliers de Camerounais à se déplacer à l'intérieur du pays ou de l'autre côté de la frontière, au Nigeria. Les déplacements internes et les départs de réfugiés devraient se poursuivre jusqu'en 2020. Le HCR travaille avec des partenaires pour promouvoir les moyens de subsistance et renforcer la résilience des réfugiés camerounais et des communautés d'accueil. Le HCR jouera également un rôle clé dans l'intervention en faveur des déplacés internes, en dirigeant les groupes sectoriels de la protection, des aides non alimentaires et des abris, en prévenant et en luttant contre les violences sexuelles et de genre et en aidant les victimes. Le HCR appuiera également les efforts déployés par le Gouvernement pour fournir des documents d'état civil aux personnes déplacées internes et aux populations rapatriées.

* Chiffre de l'OCHA. Estimations du Gouvernement: 152 000 personnes.

60 000
RÉFUGIÉS
420 000
DÉPLACÉS INTERNES *

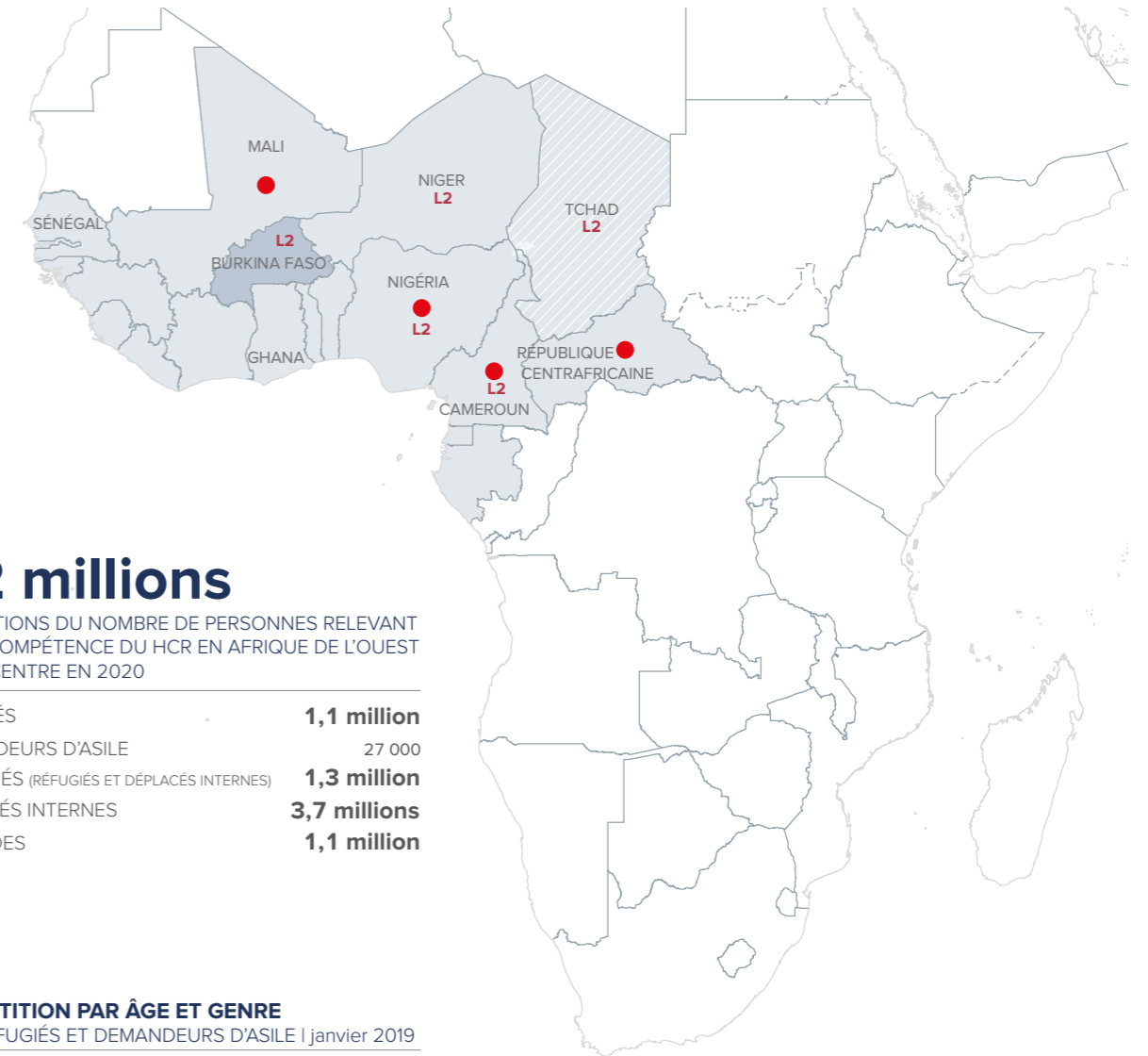


ROUTES MÉDITERRANÉENNES

La réduction des risques de protection pour les réfugiés et les demandeurs d'asile pris dans des mouvements migratoires à travers la région reste une priorité. Dans presque tous les pays de la région où le HCR est présent, l'organisation a lancé des campagnes de mise en garde contre les dangers des traversées par les diverses routes de la Méditerranée. Le HCR maintiendra également son appui aux personnes relevant de sa compétence qui sont évacuées de Libye, notamment en trouvant des solutions durables à leur sort. Le Mécanisme de transit d'urgence offre une protection vitale, une assistance et des solutions à long terme aux réfugiés extrêmement vulnérables pris au piège de la détention en Libye par le biais d'une évacuation temporaire au Niger. Ce mécanisme est un élément essentiel de la réponse, car il accueillera des réfugiés et des demandeurs d'asile – dont beaucoup sont susceptibles d'être des mineurs isolés – évacués de prisons en Libye, et dont un grand nombre auront subi des tortures et des traitements inhumains. Le Mécanisme de transit d'urgence fournira aux survivants une assistance de base ainsi qu'un soutien psychologique et social pendant la recherche de solutions. Il s'agira notamment de réinstallations, de rapatriements volontaires ou de regroupements familiaux, lorsque cela sera approprié et possible.

2500
ÉVACUATIONS DE
LA LIBYE VERS LE NIGER

Avec les insurrections et les interventions militaires au Mali et au Nigéria, la montée de la violence et des troubles sociaux au Burkina Faso et au Cameroun, l'instabilité structurelle et la menace croissante d'un extrémisme violent dans un certain nombre de pays, la tendance générale en Afrique de l'Ouest et du Centre en 2020-2021 est à la détérioration de la sécurité et à l'augmentation des déplacements forcés.



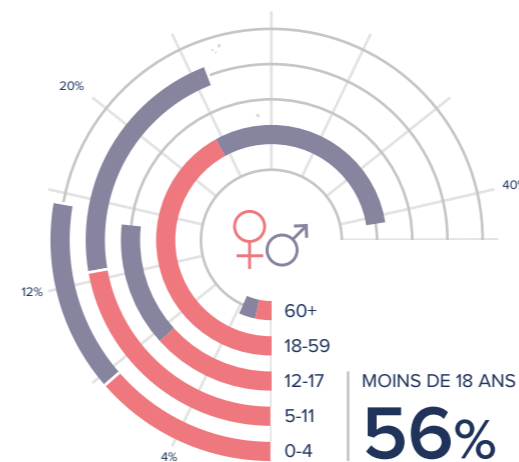
7,2 millions

ESTIMATIONS DU NOMBRE DE PERSONNES RELEVANT DE LA COMPÉTENCE DU HCR EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE EN 2020

RÉFUGIÉS	1,1 million
DEMANDEURS D'ASILE	27 000
RAPATRIÉS (RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS INTERNES)	1,3 million
DÉPLACÉS INTERNES	3,7 millions
APATRIDES	1,1 million

RÉPARTITION PAR ÂGE ET GENRE

DES RÉFUGIÉS ET DEMANDEURS D'ASILE | janvier 2019



- Situation
- Pays mettant en oeuvre le CRRF
- Pays mettant en oeuvre l'initiative sur les déplacés internes
- L2 Niveau d'urgence

CONSÉQUENCES DU SOUS-FINANCEMENT

Alors que les défis humanitaires se multiplient, répondre aux besoins d'un nombre croissant de personnes relevant de la compétence du HCR exige un financement durable et prévisible, le Mécanisme de transit d'urgence au Niger fournissant un bon exemple de ce qui peut être fait avec un financement opportun et suffisant. Le HCR élargit ses partenariats — en particulier avec des acteurs clés du développement tels que la Banque mondiale, la Banque africaine de développement ou l'Agence française de développement — pour renforcer la résilience des réfugiés et des communautés qui les accueillent. Toutefois, le manque de fonds limitera la capacité du HCR à répondre aux besoins de protection des réfugiés et des personnes déplacées, notamment ceux de certains des groupes les plus vulnérables, compromettant ainsi les interventions humanitaires dans les situations de la RCA, du Mali et du Nigéria.

Au Nigéria, de nombreux cas de violences conjugales, de mariages forcés et un taux élevé de grossesses d'adolescentes parmi les réfugiés camerounais auraient pu être évités si un financement suffisant avait été disponible en 2019 pour offrir aux familles de réfugiés davantage de nourriture et de logements, une meilleure assistance sanitaire et éducative et des moyens de subsistance. Dans les trois États du nord-est les plus durement touchés — Adamawa, Borno et Yobé — les personnes déplacées sont confrontées aux mêmes difficultés, mais la communauté humanitaire ne dispose pas des ressources nécessaires pour répondre à leurs besoins énormes. Le sous-financement menacerait également le leadership du HCR pour la coordination des groupes sectoriels chargés de la protection, de la coordination

et de la gestion des camps, des abris et articles non alimentaires. Un manque de financement empêcherait également le HCR d'utiliser sa présence pour protéger les personnes relevant de sa compétence et suivre leur situation, et de continuer à renforcer les mécanismes nationaux d'intervention en renforçant les capacités des partenaires locaux et des partenaires gouvernementaux.

Dans le nord du Cameroun, où de nombreux réfugiés nigériens sont hébergés, le financement limité a affecté la protection des femmes et des filles dans le camp de Minawao, où le HCR a été forcé de limiter la distribution de kits d'hygiène à moins de 50% des femmes et filles. La qualité et les conditions de l'assistance sont compromises par un financement insuffisant, à commencer par les initiatives d'autosuffisance et la fourniture d'énergie, qui seront parmi les premières interventions à être réduites en cas de sous-financement. En 2020, il est essentiel que l'opération camerounaise soit en mesure de fournir des articles de secours essentiels, notamment des kits d'hygiène pour les femmes et les filles, à quelque 16 000 ménages de réfugiés ainsi qu'à un nombre ciblé de personnes dans les communautés hôtes.

En RCA, étant donné le nombre important de réfugiés accueillis dans les pays d'asile, le HCR aura besoin de ressources adéquates pour saisir les opportunités potentielles de solutions durables offertes par les nouvelles perspectives de paix. Au Mali, du fait de la tendance à la baisse des financements, une réduction supplémentaire signifierait l'impossibilité pour le HCR de continuer à maintenir son rôle de chef de file de la coordination et de mettre en œuvre des interventions de protection nécessaires pour les personnes relevant de sa compétence.

BUDGETS 2019-2021 POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE | USD

OPÉRATION	2019	PILIER 1				PILIER 2		PILIER 3		PILIER 4		2021
	Budget actuel (au 30 juin 2019)	Programme pour les réfugiés	Programme pour les apatrides	Projets de réintégration	Projets pour les déplacés internes	TOTAL	Budget proposé					
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre ¹	2 665 000	11 297 936	-	-	-	11 297 936	10 033 124					
Activités régionales en Afrique de l'Ouest et du Centre ¹	-	4 000 000	-	-	-	4 000 000	4 000 000					
Burkina Faso	30 251 251	21 971 173	379 848	-	11 319 863	33 670 883	30 737 374					
Bureau multi-pays au Cameroun ²	90 889 210	66 090 148	861 229	-	22 735 188	89 686 565	86 773 243					
République centrafricaine	42 600 001	13 321 190	841 245	16 853 566	10 992 934	42 008 936	42 017 034					
Tchad	130 384 013	127 767 671	909 076	-	2 089 454	130 766 201	128 154 019					
Côte d'Ivoire	19 597 833	3 708 204	9 275 860	2 975 895	-	15 959 959	16 759 959					
Ghana	7 158 992	6 926 506	-	-	-	6 926 506	6 746 890					
Libéria	11 041 618	11 365 050	-	-	-	11 365 050	9 238 125					
Mali	17 432 250	8 629 013	-	7 317 523	2 198 009	18 144 545	18 458 193					
Niger	75 971 916	63 719 184	967 348	-	16 357 454	81 043 986	81 648 252					
Nigéria	93 065 236	37 940 501	-	20 062 665	35 348 346	93 351 512	90 791 033					
Bureau multi-pays au Sénégal ³	30 709 061	15 834 663	1 646 864	-	-	17 481 527	18 384 536					
TOTAL	551 766 380	392 571 239	14 881 470	47 209 649	101 041 249	555 703 607	543 741 781					

¹ Le Bureau régional et les activités régionales couvrent l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

² Coordonne les activités au Cameroun et au Gabon et couvre aussi la Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe.

³ Coordonne les activités en Guinée, Guinée Bissau, au Sénégal et au Togo et couvre aussi le Bénin, Cape Verde, la Gambie et la Sierra Leone.

